Omicron : les entreprises s'arment pour la paralysie de l'économie française

● La vague Omicron grimpe, les arrêts maladie risquent de se multiplier mais, pour l'instant, les entreprises des secteurs d'importance vitale se sentent prêtes à maintenir leurs services.
● Des perturbations ponctuelles plus que des arrêts massifs sont prévus.

Dans la distribution, en région parisienne, certains professionnels craignent un surcroît d'absentéisme. *Photo*

COVID-19

Le service Entreprises

Prudence et… anticipation. La vague Omicron monte et pour l'instant les entreprises sont encore dans le flou. Difficile de prévoir les conséquences sanitaires de la dernière vague et ce n'est que vendredi, par exemple, qu'elles sauront combien de temps les personnels simples « cas contacts asymptomatiques » seront contraints de rester chez eux. Habituées depuis maintenant presque deux ans à s'organiser en mode « Covid », rares sont les entreprises redoutant une multiplication des arrêts de travail pour des raisons sanitaires risquant de tout désorganiser.

Mais entre une PME qui pourrait être contrainte à tout arrêter quelques jours aux géants de services essentiels (les opérateurs d'importance vitale identifiés par l'Etat comme ayant des activités indispensables à la survie de la nation ou dangereuses) qui doivent s'organiser pour assurer un service minimum en passant par de simples services potentiellement affectés dans de grands groupes qui pourraient continuer de tourner, de nombreux cas de figure différents vont se présenter. Dans les quelque 250 entreprises des secteurs vitaux concentrés dans une douzaine de secteurs, on se prépare tout de même.

L'énergie sur le qui-vive

Chez Engie et dans ses filiales, on n'a pas encore constaté de montée de l'absentéisme – beaucoup de salariés sont en congés par ailleurs –, mais on se tient prêt. Les plans de continuation d'activité mis en place au début de la pandémie peuvent être activés à tout moment. Pour le réseau de distribution de gaz de GRDF par exemple, des travaux non urgents pourraient être décalés en cas de besoin, afin de libérer le personnel pour les interventions indispensables. Certaines fonctions, comme la réponse aux appels d'urgence, peuvent désormais être assurées par des salariés en télétravail, ce qui n'était pas le cas avant la crise sanitaire.

Chez GRTgaz, l'opérateur du réseau de gazoducs, des équipes travaillant en trois-huit pourraient passer en roulement de type deux fois douze heures en cas de manque de personnel pour les interventions critiques. Cela permettrait aussi de *« limiter les contacts entre les salariés »*, explique-t-on. Chez TotalEnergies on ne signale pas de difficultés à ce stade. *« En particulier, les stations-service sont ouvertes et approvisionnées normalement »*, précise-t-on.

Pour l'heure, *« les activités industrielles et de service public se poursuivent sur tous les sites de production »*, explique-t-on du côté d'EDF. Le premier énergéticien de France rappelle avoir mis en place, dès le début de la crise sanitaire, un protocole permettant à la fois *« de garantir la protection de la santé de ses salariés et prestataires »* mais aussi *« d'assurer »* son activité principale : la production d'électricité et ce *« en toute sûreté »*.

Si cela s'avérait nécessaire, EDF affirme être prêt à *« mettre en œuvre un plan de continuité d'activité »*. Celui-ci est décliné pour l'ensemble de ses activités : la production d'électricité, la commercialisation, les fonctions support… Un tel dispositif permettrait d'assurer le maintien des opérations de l'électricien français *« pendant douze semaines avec un effectif réduit »*.

Les commerçants surveillent l'absentéisme

Les commerçants sont partagés sur le risque de pénurie de personnel que pourrait entraîner Omicron. *« On agite les peurs depuis le début de la crise, mais dans l'alimentaire tout s'est toujours bien passé »*, commente un cadre de chez Système U où l'on précise que les difficultés se limiteraient aux rayons à service que sont les boucheries et les poissonneries. Un employé peut tenir la caisse au débotté mais peut plus difficilement s'improviser boucher. *« Nous suivons l'absentéisme au jour le jour et à ce stade, il n'y a pas d'inquiétude. Nous nous organisons pour faire face comme en 2020 »*, explique Jacques Creyssel, délégué général de la Fédération du commerce et de la distribution. Les professionnels craignaient surtout le report de la rentrée scolaire. La garde des enfants étant une grande source d'absentéisme. *« C'est la vraie nouveauté. Nous craignons une pénurie de personnel »*, tempère néanmoins l'exploitant d'un Intermarché en région parisienne où le taux d'incidence est fort, lequel constate que *« quelques industriels de la grande consommation ont cessé certaines lignes de production »*. *« Nous sommes très demandeurs d'un raccourcissement des délais d'isolement pour les cas contacts »*, reconnaît Jacques Creyssel.

> « Nous sommes très demandeurs d'un raccourcissement des délais d'isolement pour les cas contacts. »
> **JACQUES CREYSSEL**
> Délégué général de la FCD

Dans le BTP, les chantiers sont au ralenti l'hiver

La nouvelle donne sanitaire pourrait aussi avoir un impact sur les chantiers. Mais à la différence d'autres secteurs, les effets d'Omicron ne devraient pas s'y faire sentir tout de suite. Car le BTP tourne au ralenti l'hiver, le pic de l'activité des chantiers est aux beaux jours. Un régime d'annualisation du temps de travail permet de prendre en compte le haut niveau d'activité estivale et à l'approche de l'hiver, les ouvriers ont déjà rempli leur quota d'heures. Leurs vacances d'hiver sont plus longues que la moyenne et nombre de chantiers s'arrêtent. Ainsi, *« chez Vinci, la plupart des agences sont fermées jusqu'au 10 janvier »*, témoigne le groupe. Cela laisse du temps pour cerner les conséquences d'Omicron et des nouvelles règles d'isolement.

Du côté du promoteur immobilier Nexity, on indique prévoir de *« faire jouer la solidarité entre les filiales »* et de déplacer les équipes d'un chantier à l'autre au gré des besoins. *« On va naviguer à vue en janvier. Certains de nos chantiers pourront être mis temporairement à l'arrêt mais nos artisans ne sont pas dépendants de tout un écosystème. Je crains surtout des arrêts de production chez nos fournisseurs »*, déclare, de son côté, Damien Hereng, président de la Fédération française des constructeurs de maisons individuelles (FFC) et patron de Mikit. Or les délais de livraisons se sont déjà notoirement allongés, passant par exemple selon lui de six à sept semaines début 2021 à treize ou quatorze semaines aujourd'hui pour les fenêtres, indique-t-il. Et quand une maison n'est pas livrée à temps, le constructeur écope d'une pénalité.

Le secteur de l'eau craint l'aléa climatique

L'eau fait partie des services essentiels et les opérateurs d'eau sont depuis longtemps dotés de plans de continuité. Ils ont passé avec succès le test du premier confinement de mars 2020, notamment en divisant leur personnel en équipes ne se croisant pas. Et en reportant si besoin les opérations de maintenance non urgentes du réseau de distribution. *« Le maillon critique est la production. Aujourd'hui, une usine d'eau potable est automatisée et ne nécessite que trois ou quatre personnes pour fonctionner, elle peut même se piloter à distance en mode dégradé. C'est peu, mais ce personnel comprend des automaticiens qui ne sont pas interchangeables »*, explique Franck Galland, président-fondateur du cabinet de conseil en sécurité de l'eau Aquasûreté. L'enjeu est donc que chacun travaille isolément, loin de ses collègues, et cette règle devrait encore se durcir.

Le secteur devrait ainsi continuer à fonctionner de façon fluide… à condition qu'il ne pleuve pas. *« En 2020, il avait fait beau. En cas d'aléa climatique, telle qu'une tempête majeure nécessitant d'intervenir sur les infrastructures d'eau, le manque de personnel poserait problème »*, remarque Franck Galland. La météo est la grande inconnue.

L'autre point critique concerne les approvisionnements en réactifs chimiques (chlore gazeux, soude, etc.) indispensables à la potabilisation et l'assainissement. *« Certains fournisseurs de produits chimiques sont allemands, espagnols ou italiens. Face au risque d'un problème de production ou de transport, l'enjeu pour les opérateurs d'eau sera d'avoir fait des stocks »*, juge le président d'Aquasûreté.

Banques : les réseaux tiendront

Dans la banque, on se prépare. Chez BPCE (groupe Banque Populaire et Caisses d'Epargne), Société Générale ou encore Crédit Mutuel, des réunions sont programmées en fin de semaine pour organiser au mieux la rentrée et maintenir ouverts les réseaux d'agences comme ils le sont depuis le début de la crise sanitaire. Les mesures barrière sont évidemment appliquées, avec distanciation sociale, jauge d'accueil, port du masque et gel hydroalcoolique mis à disposition. Depuis près de deux ans, les réseaux se sont également adaptés, en accélérant la numérisation des services et en favorisant la prise de rendez-vous voire les rendez-vous à distance (visioconférence, téléphone, etc.).

Au siège des banques et dans les services de back-office, le télétravail devrait être accru. Les grands groupes financiers avaient déjà mis en place des accords de télétravail à raison de 2 à 3 jours par semaine. Début décembre, chez Société Générale comme au Crédit Mutuel, un jour supplémentaire de travail à distance avait même été octroyé. Si le télétravail est plus compliqué en agence, des dispositions ont aussi été prises dans les réseaux pour permettre aux équipes de tourner malgré tout.

Les transports encore loin d'être débordés

Une hausse contenue des cas, quelques perturbations ponctuelles, mais pas d'alerte : l'offre de transports en France ne souffre pour l'instant qu'à la marge de l'explosion des contaminations liées au variant Omicron, même si la vigilance reste de mise à l'approche du week-end chargé du réveillon.

Chez Air France, où l'on attend quelque 185.000 passagers le week-end prochain, *« tout tient »* grâce aux dispositifs éprouvés depuis vingt ans pour faire face aux imprévus. Au sol, des salariés de bureaux volontaires complètent ainsi les besoins à l'enregistrement ou à l'embarquement ; pour le personnel navigant, des équipages de réserve peuvent être mobilisés à tout moment. Les seules annulations concernent,

Les firmes américaines se livrent à des numéros d'équilibristes

Dans les transports, le service commence à être sérieusement perturbé, même si la réduction de la durée d'isolement pourrait faciliter la tâche des entreprises. Dans la tech ou la finance, le retour au bureau est arrêté.

Nicolas Rauline
@nrauline
—Bureau de New York

Le retour au bureau ? *« Cela appartient désormais à l'Histoire ! »* La réponse de Nicholas Bloom, économiste de Stanford, a été sans ambiguïté lorsqu'il a été interrogé en direct, il y a quelques jours, sur CNBC. *« Tous les plans pour revenir en présentiel ont été stoppés. »* Aux Etats-Unis, c'est le cas notamment chez Apple, qui prévoyait de faire revenir ses salariés au bureau en février, et qui a repoussé indéfiniment ce retour, tout comme Google. Le patron de la marque à la pomme, qui a décidé de fermer une dizaine de ses boutiques new-yorkaises, a, par ailleurs, fait savoir à ses salariés qu'ils recevraient une prime de 1.000 dollars pour faciliter le travail à domicile.

Les entreprises américaines de la tech ne sont pas les seules à avoir pris les devants face au variant Omicron. Les banques ont également adopté des mesures d'urgence : le travail à domicile est désormais obligatoire pour les salariés non vaccinés de JP Morgan (qui devance ainsi le décret fédéral qui doit entrer en vigueur le 4 janvier), Citigroup et Morgan Stanley ont assoupli leurs règles sur le télétravail, Jefferies l'a complètement réinstauré…

Quant à Goldman Sachs, l'un des plus féroces partisans du retour au bureau, il demandera à ses salariés éligibles d'avoir reçu leur dose de rappel pour accéder à leur lieu de travail, à partir du 1er février. Résultat : les prévisions sur le retour au bureau ne seront pas atteintes. Partnership for New York City, une organisation regroupant les professionnels de la finance, misait sur un taux de présence quotidien au bureau de 47 % à la fin janvier (contre 27 % seulement en octobre). Selon toute vraisemblance, cela ne sera pas le cas.

Cinq jours d'isolement

Le premier secteur touché par Omicron, aux Etats-Unis, reste l'aérien. Les annulations de vols se sont poursuivies lundi : 2.800 dans le monde, dont 1.000 à l'intérieur, depuis ou vers les Etats-Unis. Dimanche, 1.200 vols avaient été annulés dans le pays et 5.000 retardés. Les compagnies continuent de se creuser la tête pour tenter de résoudre l'équation des défections, alors que des centaines de personnels navigants sont immobilisées par le Covid.

Lundi soir, les Centres de contrôle des maladies (CDC) ont annoncé que la durée d'isolement était ramenée de dix à cinq jours pour les personnes touchées par le Covid ne présentant pas de symptômes, ce qui pourrait fluidifier les opérations dans les jours qui viennent et soulager des compagnies aériennes déjà mises à genoux par la crise.

Le Covid frappe aussi durement les compagnies de train et de bus. Le virus se propage ainsi parmi les chauffeurs de la MTA, l'agence qui gère les transports à New York, même si le métro parvient pour le moment à garder un rythme habituel. Certains restaurants commencent, eux, à fonctionner au ralenti, avec des horaires modifiés ou en se concentrant sur la livraison. Enfin, l'événementiel, qui commençait à repartir, subit le variant de plein fouet. De nombreuses entreprises ont ainsi annulé leur venue au Consumer Electronics Show (CES) de Las Vegas, prévu début janvier et qui s'était déroulé virtuellement l'an dernier. ■

> L'aérien est le premier secteur touché par Omicron.

éviter

Raphaël Helle/Signatures

pour l'heure, des décisions étatiques (fermetures de l'espace aérien au Maroc ou en Corée du Sud), des vols trop peu remplis ou des incidents techniques. On est loin des milliers de vols supprimés le week-end dernier, particulièrement aux Etats-Unis.

La SNCF note, elle, de légères perturbations sur les réseaux Transilien et TER, conséquences des congés, de l'adaptation de l'offre en période de vacances, et du Covid. L'entreprise ferroviaire « *suit la courbe de contaminations* » et « *est touchée* » comme d'autres, indique une porte-parole, mais les systèmes d'astreinte et de réserve compensent. « *Aucun impact* » n'est ainsi prévu du côté des TGV dans les jours à venir.

Les contaminations s'accélèrent aussi chez Transdev, avec 40 cas la semaine passée (pour 34.000 salariés sur le territoire). L'opérateur, qui gère surtout des bus et des cars en France, assure toutefois l'intégralité du service et a réactivé sa cellule de crise. La RATP, enfin, indique être « *en capacité de faire l'offre de transport demandée par Ile-de-France Mobilité* », bien que des « *aménagements sectorisés* » puissent être décidés pour le réseau de surface (bus, noctiliens, tramways).

L'éditorial de David Barroux Page 10

Le sport et les concerts touchés de plein fouet par le retour des jauges

« Pour freiner le variant Omicron », le Premier ministre a annoncé lundi soir de nouvelles mesures sanitaires, notamment l'instauration de jauges pour les grands événements. Un nouveau coup dur pour les secteurs du football et du spectacle. Les cinémas et théâtres perdent des recettes annexes. La peur de la contagion va affecter les bars et restaurants.

Philippe Bertrand
@BertralPhilippe
et ***Martine Robert***
@martiRD

Face à la nouvelle flambée de contaminations au Covid de nouvelles mesures ont été annoncées lundi soir par le Premier ministre, Jean Castex. Pas de confinement, mais le retour des jauges qui pénalise en particulier le sport et l'industrie du spectacle. Les centres commerciaux ont été épargnés, pour une fois. Les nouvelles interdictions qui dureront trois semaines au minimum, fragiliseront un peu plus des secteurs déjà secoués par la crise sanitaire. Les professionnels réclament de nouvelles aides. Elles seront plus rares qu'auparavant. Le gouvernement les a évoquées pour le sport.

● LES CAFÉS ET RESTAURANTS

Déjà touchés de plein fouet par l'entrée en vigueur du passe sanitaire, qui a entraîné un net ralentissement de l'activité, les bars et restaurants sont de nouveau touchés par le tour de vis du gouvernement.

« *La consommation dans les bars et cafés ne pourra plus se faire debout mais seulement de manière assise* », a ainsi annoncé le Premier ministre. Cette mesure intervient alors que ces établissements doivent déjà faire respecter l'interdiction de danser dans leurs établissements jusqu'au 6 janvier inclus, selon un récent décret.

Pour le GNI, le syndicat patronal des indépendants de l'hôtellerie-restauration, interdire la consommation debout « *revient, pour les cafetiers, à une interdiction de travailler* », a déclaré Franck Trouet, son porte-parole.

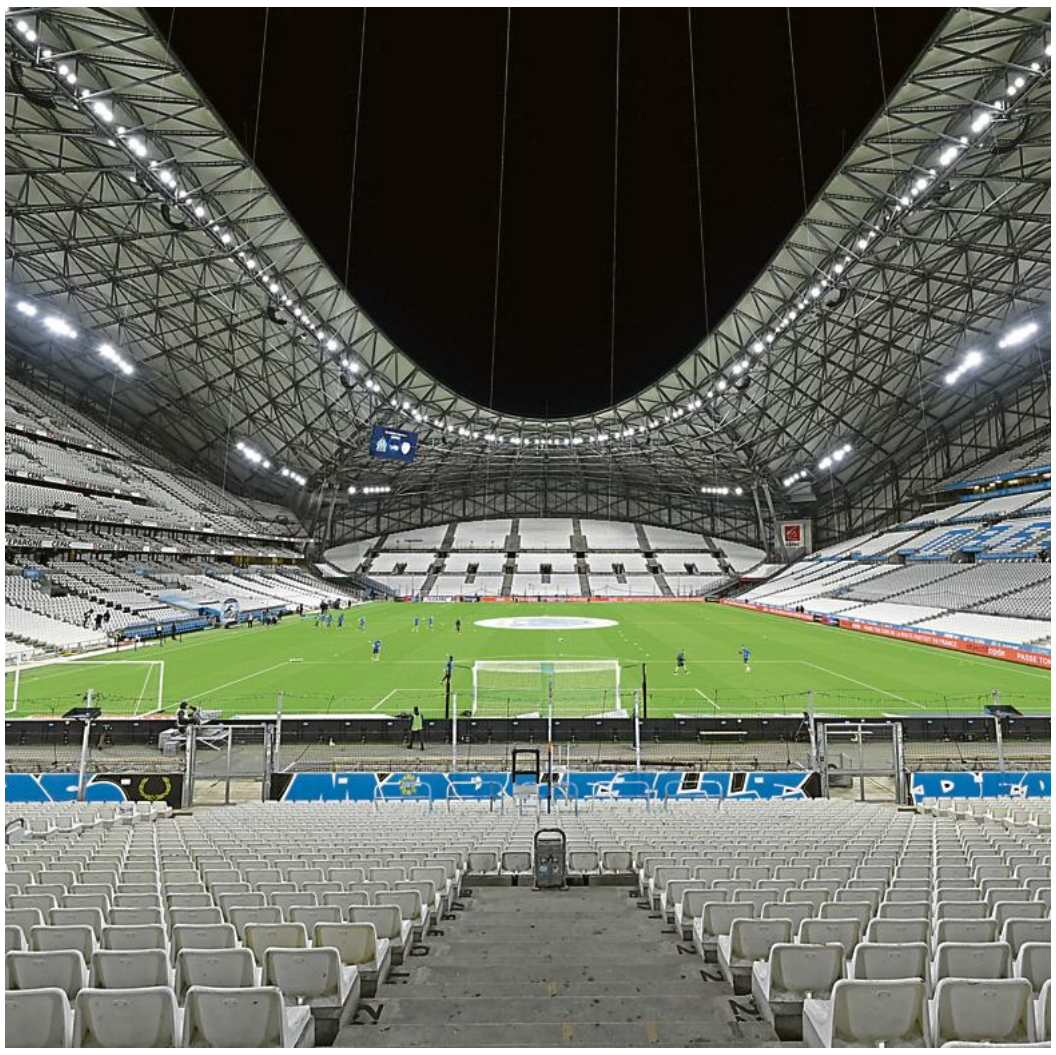
L'impact économique le plus lourd pourrait cependant être lié à l'autodiscipline des consommateurs qui ont compris qu'Omicron était très contagieux et qui pourraient être nombreux à éviter les lieux publics comme les restaurants pendant un moment.

● NOUVEAU COUP DUR POUR LE FOOTBALL PROFESSIONNEL

L'ascenseur émotionnel est reparti vers le bas pour les dirigeants des sports professionnels. Le gouvernement a annoncé le retour pour trois semaines des jauges à 2.000 personnes pour les événements organisés en intérieur et à 5.000 pour ceux qui ont lieu en extérieur. C'est cette dernière limitation qui pèsera le plus. En 2018-2019, dernière saison non affectée par le Covid, l'affluence moyenne des matches du championnat de France de Ligue 1 s'élevait à 22.000 spectateurs par match. Le PSG affichait, lui, une moyenne de 47.000. La vente de billets représentait 200 millions d'euros pour 38 journées, soit plus de 5 millions par journée ou un demi-million par match. Au-delà des matchs de Coupe de France particulièrement cruciaux pour les petits clubs, « L'Equipe » a calculé que trois journées de Ligue 1 s'étaleraient sur les trois semaines que durent les mesures.

Les équipes qui reçoivent pourraient perdre les trois-quarts des recettes attendues. Un nouveau coup dur, qui n'épargnera pas le rugby, pour des clubs éprouvés par la saison précédente jouée en grande partie à huis clos. En 2020, le gouvernement avait accordé 107 millions d'aides pour compenser les pertes de billetterie et 100 millions en 2021. De nouvelles compensations sont annoncées. Elles seront utiles pour un secteur aux finances exsangues qui a affiché un milliard de pertes en 2020-2021. Le football français est aussi affecté par le désengagement du diffuseur Mediapro compensé en partie seulement par l'arrivée d'Amazon. La jauge se double d'une autre diminution des revenus liés aux stades : l'interdiction de boire et manger debout qui entraînera la fermeture des buvettes.

> « L'exécutif prend le risque de détruire le passe sanitaire malgré le bilan satisfaisant de notre concert test qui devait nous permettre de recouvrer nos libertés. Au lieu de cela, nous sommes à nouveau contraints. »
>
> **AURÉLIEN BINDER**
> Directeur de Fimalac Entertainment



La jauge à 5.000 personnes pour les spectacles en extérieur fragilise un peu plus le secteur du football qui a longtemps joué à huis clos la saison dernière. *Photo Nicolas Tucat/AFP*

● ANNULATION DE SPECTACLES EN SÉRIE

Si beaucoup de spectacles vivants peinaient déjà à faire le plein étant donné la frilosité du public, les annonces de Jean Castex sont néanmoins un nouveau coup dur pour les jauges importantes. « *La limitation des jauges assises à 2.000 personnes et l'annulation des concerts debout sont des décisions injustes pour un secteur qui est le plus touché depuis le début du Covid. Quelle est l'étude scientifique qui démontre qu'il faut limiter les jauges à 2.000 ?* » a twitté Angelo Gopee, patron de Live Nation France.

Il va devoir annuler une vingtaine de spectacles en assis ou debout. « *Il y a un impact économique à court terme et psychologique à long terme* », s'inquiète-t-il. Avec des risques d'annulations pures et dures car certains artistes anglo-saxons ne pourront venir, les salles étant complètes jusqu'à l'automne du fait des reports.

« *En janvier les tournées de Zénith reprenaient… elles sont condamnées* », confirme Malika Séguineau, directrice générale du Prodiss, l'un des gros syndicats du secteur. « *Dans les grandes salles, il y avait des reports de concerts et tournées des dix-huit derniers mois* », précise Aurélien Binder, directeur de Fimalac Entertainment. « *A titre indicatif, pour nos seules salles de type Zénith en province, cela donne déjà 47 annulations de spectacles. Plus largement, le gouvernement prend le risque de détruire le passe sanitaire malgré le bilan satisfaisant de notre concert test qui devait nous permettre de recouvrer nos libertés. Au lieu de cela, nous sommes à nouveau contraints* », ajoute-t-il.

Sans parler du temps perdu à détricoter et retricoter, rembourser, etc. « *Notre personnel a trois à quatre semaines de travail pour reprogrammer alors qu'aucune recette ne rentre* », déplore Angelo Gopee. Avec à chaque fois une déperdition d'audience. Ainsi la tournée d'Alain Souchon, qui avait très bien démarré, perd des spectateurs à chaque report, avec des réservations tardives, 24 à 48 heures avant.

● CINÉMAS ET THÉÂTRES PRIVÉS DE BUVETTES ET DE POP-CORN

Plus de pop-corn dans les salles obscures, ni de pause casse-croûte à l'entracte : « *la consommation de boissons et d'aliments sera interdite dans tous les cinémas et les théâtres* », a annoncé le Premier ministre. Une mesure qui devrait particulièrement impacter les cinémas, encore en convalescence depuis l'entrée en vigueur du passe sanitaire.

● FERMETURE DES VOITURES-RESTAURANTS

A la marge, les transports collectifs sont également touchés par ces nouvelles mesures. Comme les compagnies aériennes et leur service de restauration à bord, la SNCF sera forcée de cesser temporairement ses activités de voitures-restaurants, la consommation d'aliments et de boissons étant aussi interdite dans les transports longue distance.

● PARTOUT LA CONTRAINTE DU PASSE VACCINAL

Lundi, le Conseil des ministres a adopté le projet de loi transformant le passe sanitaire en passe vaccinal. « *Cela signifie que dans les lieux où ce passe s'applique depuis plusieurs mois, les restaurants, les bars, les musées, les théâtres, les médiathèques, les séminaires et salons, les salles de sport, les enceintes sportives et de spectacles, il faudra justifier d'être vacciné pour pouvoir entrer, la production d'un test ne suffira plus* », a expliqué le Premier ministre.

Cette nouvelle règle, qui s'appliquera à compter du 15 janvier si elle est votée par le Parlement, risque d'avoir un effet sur la fréquentation de cette série d'établissements, alors que quelque 22 millions de Français ont reçu une dose de rappel, soit la moitié des 40 millions de personnes éligibles.

Les mesures d'aides accordées par le gouvernement sont attendues de pied ferme par les différents professionnels concernés par ces nouvelles annonces sanitaires. « *Les secteurs économiques impactés par les décisions que la situation nous commande de prendre seront indemnisés dans le cadre de concertations qui seront sans délai* », a précisé le Premier ministre. Ces concertations seront conduites par le ministre de l'Economie et des finances, Bruno Le Maire. ■

En Allemagne, les sociétés mobilisées face au variant

Scission des équipes chez les énergéticiens ou prolongation du travail partiel dans l'automobile : les entreprises allemandes renforcent leur plan sanitaire.

Nathalie Steiwer
@natbxltec
—Correspondante à Berlin

Une distanciation évaluée au moyen de traceurs dans les entrepôts de Deutsche Post, des employés de Vodafone pratiquement à 100 % en télétravail… les entreprises allemandes passent en mode « gestion de crise » face au variant Omicron. Elles appliquaient déjà pour la plupart la règle dite des « 2G », n'autorisant que le personnel guéri du Covid ou vacciné à travailler sur place. Elles se préparent à renforcer encore leurs plans sanitaires après les fêtes.

Dès la semaine dernière, le conseil d'experts, qui accompagne les décisions des pouvoirs publics, avait alerté sur les risques encourus par les infrastructures critiques, de la police aux télécommunications, avec un virus qui se répand plus rapidement. Selon les données annoncées lundi, le nombre de cas d'infection au variant omicron aurait augmenté de 17 % en une journée en Allemagne.

Face à cette accélération, le premier énergéticien allemand, E.ON, a lancé une deuxième campagne de rappel vaccinal et réduit les déplacements professionnels au minimum. Parmi les scénarios de crise, « *nous envisageons aussi de loger nos collaborateurs sur place pour la gestion des réseaux* », a indiqué le porte-parole du groupe allemand au magazine « Stern ».

Son concurrent RWE a également réduit les déplacements professionnels aux « *nécessités opérationnelles* », indique une enquête menée par le « Handelsblatt ». Toutes les personnes de contact, y compris les personnes vaccinées et guéries, sont envoyées en quarantaine pour au moins trois jours en attendant le résultat d'un test.

Chez Deutsche Telekom, le télétravail était largement étendu depuis le début de la pandémie pour l'exploitation de l'infrastructure et le suivi des clients. Dans les services opérationnels, les techniciens se rendent désormais seuls chez les clients lorsque c'est possible. Les équipes ont été divisées par deux pour éviter de mettre en quarantaine l'ensemble d'un service en cas de contamination. Le fournisseur d'énergie EnBW a également scindé ses équipes depuis décembre.

Les banques allemandes qui avaient accéléré la tendance depuis le début de la pandémie fonctionnent déjà au trois-quarts en télétravail. Dans l'industrie, les mesures sanitaires prolongent souvent le chômage partiel dû à la rupture des approvisionnements, comme le manque de semi-conducteurs dans l'automobile. Chez Volkswagen, le travail ne reprendra ainsi que dans la première semaine de janvier dans l'usine historique de Wolfsburg et le 10 janvier à Emden, rapporte le « Handelsblatt ».

> Par le biais de la médecine du travail, entre 80 et 98 % des employés des grandes entreprises allemandes sont déjà complètement vaccinés, soit un taux très supérieur à la moyenne nationale.

Par le biais de la médecine du travail, entre 80 et 98 % des employés des grandes entreprises allemandes sont déjà complètement vaccinés, soit un taux très supérieur à la moyenne nationale qui approche péniblement les 74 %. Plus de 150 entreprises et marques ont modifié leur slogan pour soutenir la campagne de vaccination du nouveau gouvernement ■